

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

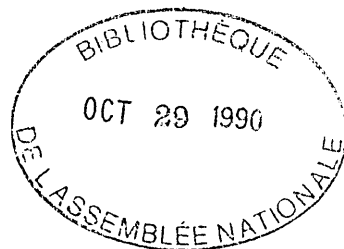
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 86

Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche

Présentation

Présenté par
M. Gérard Tremblay
Ministre de l'Industrie, du Commerce et
de la Technologie



Éditeur officiel du Québec
1990

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'attribuer à la Société de développement industriel du Québec les responsabilités exercées par l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.

Ce projet prévoit, par conséquent, l'abrogation de la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche et contient des mesures transitoires en ce qui a trait notamment à l'administration de l'aide financière déjà accordée par l'Agence et au transfert du personnel permanent de l'Agence à la Société de développement industriel du Québec.

Projet de loi 86

Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche (L.R.Q., chapitre A-7.1) est abrogée.

2. La Société de développement industriel du Québec constituée en vertu de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01), acquiert les droits et assume les obligations de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.

3. Le mandat du président de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche prend fin le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*).

Les membres du personnel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, autres que le président, bénéficiant de la permanence en vertu du Règlement numéro 8 établissant les normes et barèmes régissant les conditions de travail à l'AQVIR (C.T. 160721 du 22 avril 1986, 118 G.O. 2, 1337) tel que modifié, en fonction le (*indiquer ici la date du jour précédant celui de l'entrée en vigueur du présent article*), deviennent, selon les modalités déterminées par le Conseil du trésor, membres permanents du personnel de la Société de développement industriel du Québec et sont, dès lors, réputés nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

4. Les sommes accordées à l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche pour l'exercice financier 1990-1991 sont,

dans la mesure que détermine le gouvernement, transférées à la Société de développement industriel du Québec.

5. L'aide financière accordée avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) en vertu de la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche continue d'être administrée conformément aux conditions selon lesquelles elle a été accordée.

6. La Société de développement industriel du Québec devient partie à toute instance à laquelle l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche était partie le (*indiquer ici la date du jour précédant celui de l'entrée en vigueur du présent article*), sans reprise d'instance.

7. La présente loi entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.